



OBSERVATOIRE
géopolitique du
religieux

LÉON XIV EN FRANCE : LA BATAILLE POUR LE SENS D'UNE VISITE PONTIFICALE, ENTRE ENJEUX NATIONAUX ET GÉOPOLITIQUES

François Mabile / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux

Septembre 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



François Mabile / Chercheur associé à l'IRIS,
directeur de l'Observatoire géopolitique du religieux

François Mabile est chercheur associé à l'IRIS, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, secrétaire général de la Fédération internationale des universités catholique (FIUC) depuis 2016. Il dirige l'Observatoire géopolitique du religieux de l'IRIS.

François Mabile a été Professeur (HDR) de sciences politiques à l'Université Catholique de Lille (2010-2016) et chercheur statutaire au Groupe Sociétés, Religions, Laïcité du Centre National de la Recherche Scientifique.

Dernier ouvrage publié : *Les voyages des papes en France, de Jean-Paul II à Léon XIV*. Août 2026. Éditions Le Cygne

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE GÉOPOLITIQUE DU RELIGIEUX

Sous la direction de **François Mabile**, politologue, spécialiste de géopolitique des religions, cet observatoire a pour objectif de bâtir l'édifice nécessaire pour une compréhension saine et exacte des enjeux s'imposant au monde contemporain à travers les questions du Sacré.

Ses prérogatives sont : identification et explicitation des points crisogènes contemporains ; suggestions pour éviter à ces derniers de prendre des dimensions incontrôlables ; retours sur des exemples historiques permettant de mieux comprendre les logiques du moment.

L'Observatoire est co-animé avec le Centre international de recherche et d'aide à la décision (CIRAD-FIUC).

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La visite de Léon XIV en France n'a pas encore commencé que sa signification fait déjà l'objet d'une compétition entre acteurs. Conférence des évêques de France (CEF), diocèses, mouvements catholiques et médias confessionnels ne contestent pas tant la figure du nouveau pape qu'ils ne sélectionnent, dans son pontificat et dans le programme de sa visite, les éléments susceptibles de conforter leurs propres représentations des priorités de l'Église. Mission, jeunesse et catéchuménat pour les uns ; défense de la vie et héritage chrétien pour d'autres ; migrants, synodalité et vulnérabilités pour d'autres encore ; paix, Europe et réconciliation enfin. Derrière ces lectures se joue une question plus large : celle de la capacité des acteurs à imposer une interprétation dominante de l'événement. Car un voyage pontifical ne constitue pas seulement un déplacement pastoral ou diplomatique. Par le choix des lieux, des interlocuteurs, des symboles et des thèmes, il constitue également un dispositif de production de sens et d'influence. La venue de Léon XIV offre ainsi un observatoire privilégié des recompositions du catholicisme français, mais aussi des formes contemporaines d'exercice de l'influence pontificale.

UNE VISITE QUI A DÉJÀ COMMENCÉ : LA BATAILLE DE L'INTERPRÉTATION

Un voyage pontifical commence bien avant l'arrivée du pape. Il commence lorsque son itinéraire est annoncé, lorsque les diocèses expliquent pourquoi ils ont été choisis, lorsque les évêques formulent leurs attentes, lorsque les mouvements catholiques cherchent à inscrire leurs préoccupations dans l'événement et lorsque les médias commencent à anticiper les paroles qui pourraient être prononcées. De ce point de vue, la visite de Léon XIV en France a déjà commencé. Les discours produits en amont du déplacement permettent en effet d'observer la constitution progressive de plusieurs récits. La CEF insiste principalement sur la mission, la communion et le discernement. Le cardinal Jean-Marc Aveline présente une Église de France marquée à la fois par de nouvelles dynamiques (« augmentation » - très relative - des baptêmes d'adultes, vitalité de certains sanctuaires et pèlerinages) et par de profondes fragilités institutionnelles et démographiques. Léon XIV viendrait moins constater le déclin d'une institution que rencontrer une Église en recomposition, l'écouter et l'aider à discerner ses priorités. D'autres acteurs privilégient cependant d'autres dimensions. À Saint-Denis, la jeunesse, les catéchumènes, la diversité sociale et culturelle et la visibilité publique du catholicisme occupent une place centrale. Le rassemblement prévu au Stade de France offre à cet égard une ressource symbolique particulièrement puissante : une image spectaculaire de plusieurs dizaines de milliers de jeunes pourrait être interprétée comme la manifestation

d'un nouveau dynamisme catholique. Mais le sens attribué à cette image ne va pas de soi. Là où le discours épiscopal parlera vraisemblablement de nouveaux chemins missionnaires, d'autres acteurs pourront y voir le signe d'un « réveil » du catholicisme français. Certains milieux catholiques enfin mettent davantage l'accent sur la dignité de la vie, l'anthropologie, l'enseignement ou l'identité chrétienne. D'autres encore inscrivent Léon XIV dans la continuité sociale du pontificat de François, autour des migrants, des périphéries, de la synodalité ou de l'écologie intégrale. Enfin, Metz construit déjà une autre représentation du voyage, articulée autour de Robert Schuman, de la réconciliation, de l'Europe et de la paix.

Il serait pourtant réducteur d'interpréter ces différences comme l'expression de camps parfaitement constitués qui chercheraient chacun à s'approprier le nouveau pape. Les premières réceptions françaises de Léon XIV semblent au contraire relativement consensuelles. Ce qui varie davantage est la sélection opérée à l'intérieur d'une figure pontificale encore suffisamment ouverte pour autoriser plusieurs appropriations. Les catholiques sociaux peuvent identifier une continuité avec François ; les sensibilités plus conservatrices privilégier les enjeux anthropologiques, liturgiques ou identitaires ; les évêques mettent en avant la communion ; les mouvements missionnaires la jeunesse et l'évangélisation ; enfin, les acteurs de la diplomatie catholique la paix et les médiations internationales.

Cette pluralité conduit à déplacer la question habituellement posée à propos d'un nouveau pontificat. L'enjeu n'est peut-être pas principalement de savoir si Léon XIV doit être classé parmi les papes « conservateurs » ou « progressistes ». Une telle opposition, particulièrement présente dans les lectures médiatiques du catholicisme depuis plusieurs décennies, risque de rendre imparfaitement compte de ce qui se joue autour de sa venue en France. La compétition porte davantage sur une autre question : que signifie la présence de Léon XIV en France ?

Cette question est politique au sens où les sciences sociales peuvent l'entendre. Les discours qui entourent la visite ne se contentent pas de décrire l'événement : ils cherchent à le cadrer. Ils sélectionnent certains faits, les hiérarchisent, les relient entre eux et leur attribuent une signification. Dire que le pape vient encourager une Église missionnaire, rappeler à la France la dignité de toute vie humaine, poursuivre l'attention de François aux périphéries ou porter un message européen de paix ne constitue pas quatre descriptions interchangeables. Chacune organise différemment la perception de l'événement et définit implicitement ce qui doit être considéré comme son enjeu principal.

Il faut donc distinguer le fait de son interprétation. La présence de milliers de jeunes au Stade de France constitue un événement observable. En faire le signe d'une dynamique missionnaire

constitue déjà un premier cadrage. Y voir la preuve d'un « retour du catholicisme » constitue une interprétation sociologique beaucoup plus générale. De la même manière, une intervention pontificale sur la fin de vie peut être présentée comme l'exercice normal d'un magistère moral, comme la défense d'une anthropologie chrétienne ou comme l'intervention d'une autorité religieuse dans une controverse politique française. La qualification de la parole pontificale fait elle-même partie de la compétition autour de l'événement. Cette dimension est d'autant plus importante que certains thèmes possèdent une capacité particulière à modifier le cadrage médiatique de l'ensemble du voyage. La fin de vie constitue probablement le cas le plus évident. Une prise de position forte de Léon XIV devant les autorités françaises pourrait déplacer pendant plusieurs jours la lecture de la visite : d'un rassemblement pastoral et missionnaire vers une controverse nationale sur la bioéthique et les rapports entre religion et politique. À l'inverse, une priorité donnée à la paix, à l'éducation, au multilatéralisme ou à l'Europe renforcerait une lecture diplomatique et universaliste du déplacement.

Mais cette compétition entre interprétations ne doit pas faire oublier un acteur essentiel : le pape lui-même. Un voyage pontifical n'est pas seulement un événement que d'autres cherchent à interpréter. Il constitue également un dispositif par lequel le Saint-Siège produit sa propre représentation du monde. Le programme est, en ce sens, déjà un discours. L'Élysée, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), Notre-Dame, le Stade de France, la Maison Bakhita, Lourdes ou Metz ne constituent pas une simple succession d'étapes. Ces lieux mettent successivement le pape en relation avec le pouvoir politique, les institutions internationales, la jeunesse, les nouvelles formes d'appartenance religieuse, les migrations, la vulnérabilité, la mémoire européenne et la construction de la paix. Le voyage dessine ainsi moins une géographie du territoire français qu'une « *géographie des responsabilités* » : responsabilité religieuse, sociale, anthropologique, politique et internationale. Le matériel préparatoire à la visite permet précisément de constater que ces différentes étapes sont déjà investies de significations distinctes par les acteurs français.

C'est pourquoi la France demeure un espace particulièrement intéressant pour la diplomatie pontificale alors même que le centre démographique du catholicisme mondial s'est considérablement déplacé vers l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine. Son importance pour Rome ne peut plus être comprise uniquement à partir de son ancien statut de puissance catholique. La France concentre plusieurs transformations qui traversent aujourd'hui les sociétés occidentales : sécularisation, pluralisme religieux, crise des mécanismes traditionnels de transmission, débats bioéthiques, migrations, nouvelles technologies, interrogation sur l'avenir du projet européen.

La visite de Léon XIV peut dès lors être lue à deux niveaux simultanément. Elle permet aux différentes composantes du catholicisme français de dire ce qu'elles attendent du pape ; elle permet au pape de dire, par la France, quelque chose du monde qu'il entend gouverner et auquel il souhaite s'adresser. C'est précisément dans la rencontre entre ces deux mouvements que réside l'intérêt politique de l'événement. La question n'est plus seulement de savoir ce que Léon XIV dira en France. Elle consiste aussi à comprendre qui cherche à faire parler le pape, au nom de quels enjeux, et dans quelle mesure le pape parviendra à imposer à son tour sa propre hiérarchie des problèmes.

LE PROGRAMME COMME DISPOSITIF D'INFLUENCE : UNE GÉOGRAPHIE DES RESPONSABILITÉS

La compétition entre acteurs français pour définir la signification de la visite ne constitue qu'une partie du phénomène. Le Saint-Siège n'est pas seulement l'objet des interprétations produites autour de lui : il est lui-même un producteur de cadrage. Un voyage apostolique est aussi un acte de communication politique. Avant même que les discours soient prononcés, le choix des villes, des institutions visitées, des populations rencontrées et des symboles mobilisés contribue à définir les problèmes auxquels le pape entend donner une visibilité.

Le programme constitue ainsi une forme de discours et chaque étape place Léon XIV dans une configuration particulière : face au pouvoir politique, devant une institution internationale productrice de normes, au contact d'une Église en recomposition, auprès de migrants et de personnes vulnérables, dans un sanctuaire mondial, puis dans un territoire marqué par la mémoire des guerres européennes et par la figure de Robert Schuman. Le matériau préparatoire montre combien ces différents lieux sont déjà investis de fonctions spécifiques : politique, internationale, culturelle, anthropologique, religieuse et diplomatique.

LE VOYAGE PONTIFICAL COMME INSTRUMENT DE GOUVERNEMENT

Les déplacements internationaux des papes sont souvent appréhendés à partir de deux catégories : le voyage pastoral et le voyage diplomatique. La distinction conserve sa pertinence, mais elle rend imparfaitement compte de l'évolution contemporaine de ces déplacements. Un pape voyage simultanément comme chef de l'Église catholique et comme chef d'un sujet souverain de droit international. Mais il intervient également comme autorité morale, producteur de normes et de représentations, acteur du dialogue interreligieux et

porte-parole d'une institution transnationale disposant de relais locaux dans la quasi-totalité des sociétés. Le voyage pontifical se situe précisément à l'intersection de ces différentes fonctions. Il permet au pape de parler successivement (parfois dans une même journée !) à des fidèles, à des responsables politiques, à des diplomates, à des organisations internationales, à des populations vulnérables ou à des représentants d'autres religions.

Cette multiplicité des publics constitue une ressource d'influence particulière. Le Saint-Siège ne dispose évidemment pas des instruments classiques de la puissance étatique. Sa capacité d'action repose largement sur d'autres ressources : autorité symbolique, universalité revendiquée du message, densité des réseaux ecclésiaux, continuité historique, accès aux dirigeants politiques et capacité à faire circuler un même discours entre des espaces habituellement séparés. Le déplacement physique du pape donne une visibilité exceptionnelle à ces ressources. Il transforme pendant quelques jours une autorité diffuse en présence politique et médiatique. Le choix des lieux est dès lors essentiel. Il ne dit pas seulement où le pape souhaite aller. Il contribue à indiquer quels acteurs doivent être reconnus comme interlocuteurs et quels problèmes méritent d'être placés au centre de l'attention collective.

PARIS : DIALOGUER AVEC LE POLITIQUE SANS S'Y RÉDUIRE

L'étape parisienne concentre plusieurs registres : la rencontre avec les autorités françaises inscrit naturellement la visite dans le cadre des relations entre la République française et le Saint-Siège. Mais l'enjeu excède la relation bilatérale. Les sujets susceptibles d'être abordés (paix, Europe, multilatéralisme, bioéthique, migrations, éducation ou intelligence artificielle (IA)) permettent à Léon XIV d'intervenir à partir de la France sur des questions qui traversent plus largement les démocraties occidentales. C'est ici que se situe une première tension stratégique. Une parole pontificale sur la fin de vie sera presque nécessairement reçue à travers le contexte politique français. Elle pourra rapidement être interprétée comme une intervention dans une controverse nationale. Une parole sur la paix, l'Europe ou le multilatéralisme produira au contraire un élargissement de focale et installera davantage Léon XIV dans son rôle de chef d'une diplomatie mondiale. Le matériau préparatoire identifie précisément cette capacité du discours devant les autorités françaises à déterminer une partie du cadrage médiatique de la visite. La question n'est donc pas de savoir si le pape « fait de la politique » ou non. Elle est de comprendre à quelle échelle il cherche à situer sa parole. Une caractéristique de la diplomatie pontificale consiste précisément à partir d'une situation nationale pour tenter d'en universaliser l'enjeu. La bioéthique devient une interrogation sur la dignité humaine ; les migrations, une question sur l'hospitalité et les frontières ; l'éducation,

une interrogation sur la transmission ; l'Europe, une réflexion sur la possibilité de construire politiquement la paix.

L'UNESCO : INTERVENIR DANS LA PRODUCTION DES NORMES

La présence à l'Unesco revêt à cet égard une importance particulière. Elle déplace immédiatement le pape hors du seul dialogue entre l'Église et l'État français. Le Saint-Siège entre ici dans un espace consacré à l'éducation, à la culture, aux sciences et à la coopération internationale. Autrement dit, dans une institution où se discutent certaines des représentations et des normes appelées à organiser les sociétés contemporaines. Cette étape permet de comprendre une dimension parfois sous-estimée de l'influence pontificale. Le Vatican ne cherche pas seulement à réagir aux transformations du monde. Il entend également participer à la discussion sur les normes permettant de les encadrer. L'enjeu est particulièrement manifeste concernant l'IA et l'éducation. Le matériau préparatoire identifie ce thème comme potentiellement important autour de l'étape de l'Unesco, tout en soulignant qu'il convient de conserver à ce stade le statut d'hypothèse de veille. L'intérêt politique de cette question est considérable. L'IA pourrait être abordée non comme un simple enjeu technologique mais comme un problème anthropologique : quelles activités doivent rester sous contrôle humain ? Comment protéger la liberté et la responsabilité ? Quelle place réserver à l'éducation dans des sociétés où l'accès au savoir et sa production sont transformés par les technologies génératives ? Une telle approche permettrait de relier des thèmes apparemment éloignés (IA, éducation, vulnérabilité, fin de vie) par une interrogation commune : quelle conception de l'humain les institutions doivent-elles protéger ? La diplomatie pontificale acquiert ici une fonction normative. Elle ne consiste pas à proposer une expertise technique concurrente de celle des États ou des entreprises technologiques, mais à tenter de peser sur la définition des catégories à partir desquelles le problème sera pensé.

SAINT-DENIS : RENDRE VISIBLE LA RECOMPOSITION DU CATHOLICISME

Le Stade de France et, plus largement, l'étape de Saint-Denis remplissent une fonction très différente. Il ne s'agit plus principalement de s'adresser aux institutions, mais de produire une représentation visible du catholicisme contemporain. Jeunesse, catéchumènes, diversité sociale et culturelle, métropole, migrations et visibilité religieuse s'y superposent. Le diocèse

présente explicitement les jeunes et les nouveaux catholiques comme provenant d'horizons très divers. Saint-Denis possède de ce point de vue une forte charge symbolique. Le lieu permet de déplacer l'image traditionnelle d'un catholicisme français associé aux territoires ruraux, aux générations vieillissantes ou aux catégories sociales historiquement liées à l'institution. La Seine-Saint-Denis permet de raconter autre chose : un catholicisme urbain, minoritaire, culturellement diversifié et en partie renouvelé par des trajectoires individuelles de conversion ou de retour à la pratique. Il faut toutefois distinguer visibilité et représentativité. La force d'une image collective ne constitue pas en elle-même la preuve d'une inversion des grandes tendances de la sécularisation française ! C'est précisément dans cet écart que se déploiera la compétition interprétative étudiée précédemment : recomposition pour les uns, réveil pour les autres. Mais du point de vue du dispositif pontifical, la fonction de l'étape est déjà significative. Elle permet de montrer que la question de la transmission religieuse ne se réduit plus à la reproduction d'une identité héritée. Elle concerne également l'entrée dans le catholicisme de populations qui n'y avaient pas nécessairement été socialisées.

BAKHITA ET LOURDES : FAIRE DE LA VULNÉRABILITÉ UNE CATÉGORIE POLITIQUE

La Maison Bakhita et Lourdes peuvent sembler appartenir à un registre radicalement différent de celui de l'Élysée ou de l'Unesco. Ce serait pourtant une erreur de réduire ces étapes à leur seule dimension caritative ou spirituelle. La rencontre avec les migrants et les personnes vulnérables inscrit la visite dans une tradition fortement développée sous François : celle d'une papauté cherchant à rendre visibles ceux qui restent généralement situés aux marges des espaces de décision. Lourdes déplace encore le regard. Le pape n'y apparaît plus prioritairement comme chef d'État ou interlocuteur des institutions internationales, mais comme pèlerin, pasteur et figure religieuse confronté à la maladie, à la fragilité et à la souffrance. Le matériau préparatoire souligne d'ailleurs combien les acteurs locaux cherchent à préserver cette qualification essentiellement spirituelle de l'étape. Pourtant, la vulnérabilité possède aussi une portée politique et anthropologique. Placer les malades, les personnes handicapées, les personnes âgées ou dépendantes, au centre d'un déplacement pontifical revient à poser une question sur les critères à partir desquels une société hiérarchise les existences. Lourdes peut ainsi faire écho, sans s'y réduire, aux débats sur la fin de vie, la médecine, le soin ou les transformations technologiques. L'un des fils rouges possibles du voyage apparaît ici : la dignité humaine est envisagée non comme un principe abstrait mais à

partir des situations où elle est la plus vulnérable. Ce cadre permettrait au pape d'éviter l'enfermement dans une controverse exclusivement française. La fin de vie deviendrait une composante d'une interrogation anthropologique plus vaste, allant du malade au migrant, de l'éducation à l'intelligence artificielle.

METZ : DE LA MÉMOIRE DE LA GUERRE À LA CONSTRUCTION DE LA PAIX

L'étape de Metz introduit enfin une autre dimension : celle de la mémoire européenne et de la paix. La référence à Robert Schuman est centrale. Elle permet de mettre en relation catholicisme, construction européenne, réconciliation franco-allemande et invention d'institutions destinées à rendre matériellement plus difficile le retour de la guerre. Le matériau préparatoire montre que le récit Schuman, réconciliation, Europe, paix est déjà fortement structuré autour de cette étape. La portée géopolitique du symbole est évidente dans une Europe de nouveau confrontée à la guerre, à la remise en cause de certaines architectures multilatérales et à l'affaiblissement des mécanismes de confiance. Mais la référence à Schuman permet surtout de poser une question plus intéressante que la simple invocation des « racines chrétiennes de l'Europe » : comment une mémoire de guerre peut-elle être transformée en institutions de paix ? C'est ici que l'hypothèse d'une papauté davantage attentive aux médiations prend toute sa force. La paix n'est alors pas envisagée uniquement comme une exigence morale ou comme l'absence de guerre. Elle suppose des institutions, des compromis, des acteurs capables de dialogue, des mécanismes de confiance et une mémoire politique permettant aux anciens adversaires de se reconnaître comme partenaires. Metz permet ainsi au Saint-Siège de déplacer le discours de la dénonciation de la guerre vers les conditions institutionnelles de la paix.

DE LA GÉOGRAPHIE DES BLESSURES À LA GÉOGRAPHIE DES MÉDIATIONS ?

La cohérence du voyage apparaît plus nettement lorsque ces différentes étapes sont considérées ensemble. À première vue, un rassemblement de jeunes au Stade de France, un discours à l'Unesco, une rencontre avec des migrants, un pèlerinage à Lourdes et une évocation de Robert Schuman à Metz appartiennent à des univers différents. Ils peuvent pourtant être reliés par une même interrogation : quelles médiations permettent encore de

produire du commun dans des sociétés fragmentées ? La transmission religieuse constitue une médiation entre générations. De leur côté, l'éducation et la culture assurent une médiation entre connaissance et société. Le soin constitue une autre médiation entre vulnérabilité individuelle et solidarité collective. À un autre niveau, les institutions internationales organisent une médiation entre États, le dialogue interreligieux établit une médiation entre communautés de croyance. Enfin, la construction européenne a historiquement constitué une médiation entre des nations sorties de la guerre. La visite pourrait ainsi dessiner moins un catalogue de causes qu'une architecture de la médiation. Cette hypothèse permet également de préciser la question de la continuité avec François. Il serait prématuré d'opposer deux doctrines pontificales. Le matériau disponible invite d'ailleurs explicitement à cette prudence. Mais une différence d'accent peut être envisagée. On s'en souvient, François avait puissamment (c'est-à-dire médiatiquement) construit une géographie des fractures : Lampedusa, Lesbos, les périphéries, les frontières, les migrants, les victimes d'un système économique producteur d'exclusion. Le déplacement de Léon XIV en France pourrait laisser apparaître une interrogation complémentaire : après avoir identifié les fractures, quelles institutions et quelles médiations peuvent contribuer à les réparer ? Ce déplacement, s'il se confirmait, aurait une portée géopolitique importante. Il ferait de la diplomatie pontificale non seulement une diplomatie de la dénonciation et de la conscience morale, mais une diplomatie de la reconstruction du lien. La puissance particulière du Saint-Siège se situe précisément ici. Elle ne réside pas dans sa capacité à contraindre les acteurs internationaux, mais dans sa possibilité de circuler entre des espaces que les systèmes politiques tendent à séparer : États et sociétés civiles, croyants et non-croyants, puissants et vulnérables, institutions internationales et communautés locales, mémoire religieuse et enjeux contemporains. En ce sens, Léon XIV ne vient pas seulement parler à la France. La France peut lui servir de territoire à partir duquel parler du monde. Mais cette géographie pontificale rencontre une autre bataille de représentation. En donnant à voir jeunes, catéchumènes, sanctuaires, vulnérabilités et institutions catholiques, le voyage posera inévitablement la question de ce qu'est devenu le catholicisme français. Or, là encore, les mots employés (déclin, réveil, renouveau, minorisation ou recomposition) ne sont pas interchangeables.

DERRIÈRE LE PAPE, UNE BATAILLE SUR LE CATHOLICISME FRANÇAIS : DÉCLIN, RENOUVEAU OU RECOMPOSITION ?

La visite de Léon XIV ne donnera pas seulement lieu à des interprétations concurrentes de la figure pontificale. Elle devrait également servir de révélateur à une controverse plus profonde

: comment qualifier aujourd'hui la situation du catholicisme français ? La question est importante parce que les catégories utilisées pour y répondre ne sont jamais complètement neutres. Parler de « déclin », de « renouveau », de « réveil », de « minorisation » ou de « recomposition » revient à sélectionner certains indicateurs plutôt que d'autres et, surtout, à les inscrire dans des temporalités différentes. Selon que l'on considère plusieurs décennies de sécularisation ou les dernières années de progression du catéchuménat, le diagnostic change sensiblement. Le voyage pontifical risque d'accentuer cette tension. Par sa nature même, il produit de la concentration, de la visibilité et de l'exceptionnalité : foules, rassemblements, cérémonies, images de jeunesse et manifestations publiques de croyance. Il peut donc donner à voir un catholicisme très différent de celui qui apparaît dans les enquêtes longitudinales sur l'appartenance religieuse. La question méthodologique est dès lors essentielle : comment interpréter simultanément le recul historique du catholicisme comme religion héritée et l'apparition de nouvelles dynamiques d'engagement ?

LE DÉCLIN : UNE RÉALITÉ STRUCTURELLE QUI NE DISPARÂT PAS

Le premier récit est celui du déclin. Il s'appuie sur des transformations de longue durée dont la réalité est difficilement contestable. La France est devenue une société fortement sécularisée. Selon les données de l'enquête Trajectoires et origines mobilisées par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), 51 % des 18-59 ans en France métropolitaine déclaraient en 2019-2020 n'avoir aucune religion, tandis que 29 % se déclaraient catholiques. Parmi ces derniers, seuls 8 % fréquentaient régulièrement un lieu de culte. Surtout, la comparaison avec 2008-2009 faisait apparaître une poursuite nette de la désaffiliation religieuse : parmi les 18-49 ans, la proportion de personnes déclarant n'avoir aucune religion était passée de 45 % à 53 % en dix ans. Le catholicisme français est ainsi confronté depuis plusieurs décennies à une transformation structurelle de son environnement : recul de la socialisation religieuse familiale, diminution de la pratique régulière, vieillissement de nombreuses communautés, affaiblissement du maillage territorial et perte du caractère quasi automatique de certaines pratiques sacramentelles.

La crise des violences sexuelles et des abus d'autorité a ajouté à ces évolutions une crise institutionnelle et morale majeure. Le fait que les évêques aient encore consacré une part importante de leur assemblée de mars 2026 à la protection, à l'accompagnement des victimes et à la mise en place du dispositif « Renaître » montre que cette séquence ne peut être considérée comme close. Ces éléments interdisent de tirer de la seule progression récente des baptêmes d'adultes la conclusion d'une inversion générale de la sécularisation. Mais le

récit du déclin devient lui-même insuffisant lorsqu'il transforme une tendance structurelle en explication de tout ce qui se passe à l'intérieur du catholicisme français. Une institution peut perdre en extension sociale tout en connaissant simultanément des transformations importantes dans les modalités d'engagement de ceux qui la rejoignent ou y demeurent. C'est précisément ce qui semble se produire aujourd'hui.

LE RENOUVEAU : DES SIGNAUX DÉSORMAIS DIFFICILES À CONSIDÉRER COMME MARGINAUX

Le phénomène le plus spectaculaire est celui du catéchuménat. En 2026, plus de 13 000 adultes doivent recevoir le baptême en France, auxquels s'ajoutent plus de 8 000 adolescents. Le nombre d'adultes baptisés a progressé de 28 % en un an et a plus que triplé en dix ans, passant de 4 124 en 2016 à 13 234 en 2026. La dynamique n'est donc plus réductible à une variation annuelle. Elle possède également une dimension générationnelle significative. Dès 2025, les 18-25 ans représentaient 42 % des catéchumènes adultes, devant les 26-40 ans, alors que cinq ans auparavant ces derniers étaient environ deux fois plus nombreux que les 18-25 ans. Ces données expliquent l'importance prise par les jeunes et les nouveaux baptisés dans la préparation de la visite de Léon XIV. Le Stade de France ne constituera donc pas seulement un rassemblement de jeunesse parmi d'autres. Il offrira une mise en visibilité spectaculaire d'un phénomène que l'institution considère désormais comme suffisamment important pour modifier ses pratiques pastorales. La CEF elle-même ne se contente plus de comptabiliser les nouveaux baptisés. Elle souligne la nécessité d'adapter leur accompagnement et constate que la croissance des demandes oblige les paroisses et les diocèses à repenser leurs dispositifs. Il existe donc bien quelque chose de nouveau. La difficulté commence lorsqu'il faut le nommer. Du « renouveau » au « réveil » : quand le diagnostic devient récit.

Le terme de « renouveau » peut désigner une dynamique observable dans certains secteurs du catholicisme. Celui de « réveil » porte une signification beaucoup plus forte : il suggère un retournement historique. C'est ici que les chiffres deviennent des ressources discursives. Dire que le nombre de baptêmes d'adultes a plus que triplé en dix ans est factuellement exact. Dire que « les jeunes reviennent à l'Église » constitue déjà une généralisation. Affirmer que « la France redevient catholique » ferait franchir un seuil supplémentaire en transformant une évolution interne à une minorité religieuse en diagnostic sur la société tout entière. La distinction est fondamentale pour comprendre la réception médiatique du voyage. Le Stade de France peut fournir une image particulièrement puissante de ce changement d'échelle.

Une foule jeune et visible produit spontanément une impression de nombre et de dynamique. Or une image ne dit pas par elle-même si elle représente une transformation de l'ensemble de la jeunesse française ou une intensification de l'engagement d'une fraction minoritaire de celle-ci. C'est précisément cette indétermination qui en fait une ressource de cadrage. Le matériau préparatoire de la visite faisait déjà apparaître deux traductions possibles d'une même scène : « le catholicisme français revient » ou « de nouveaux chemins missionnaires s'ouvrent ».

Les deux propositions ne disent pas la même chose. La première formule une hypothèse sur la trajectoire historique du catholicisme en France ; la seconde décrit une opportunité pastorale à l'intérieur d'une société qui demeure fortement sécularisée.

La notion de « recomposition » permet probablement de mieux rendre compte de cette coexistence entre sécularisation et nouvelles formes d'engagement. Ce qui pourrait être en train de changer n'est pas seulement le nombre de catholiques, mais le mode d'entrée et d'appartenance au catholicisme. Pendant une grande partie du XXe siècle, l'appartenance catholique reposait largement sur la transmission familiale et territoriale. On naissait dans un environnement catholique, on était baptisé enfant, puis la pratique et l'identification religieuse pouvaient s'intensifier, se maintenir ou s'affaiblir au cours de la vie. Le développement du catéchuménat adulte introduit une logique différente. Le baptême intervient au terme d'une démarche individuelle et d'un processus explicite de formation. L'appartenance n'est plus seulement héritée ; elle peut être choisie. Les premiers éléments disponibles sur les catéchumènes de 2026 confortent l'intérêt de cette hypothèse. Dans une enquête conduite auprès de catéchumènes de 60 diocèses, 40 % indiquent qu'une épreuve a joué un rôle déclencheur dans leur démarche et environ un tiers mentionne une expérience spirituelle forte. L'influence directe des réseaux sociaux apparaît plus limitée : 11 % déclarent avoir demandé le baptême après avoir suivi des influenceurs. Ces données invitent à se méfier d'une interprétation exclusivement politique ou identitaire du phénomène. La recherche de sens, l'expérience personnelle, les ruptures biographiques et les interrogations existentielles semblent occuper une place importante. Le phénomène peut comporter des dimensions identitaires ou culturelles sans pouvoir être réduit à celles-ci. Cette évolution pourrait contribuer à produire un catholicisme moins nombreux mais plus intentionnel, dans lequel la distance entre appartenance déclarée et engagement effectif se reconfigure. Il faut cependant rester prudent. Les données disponibles permettent d'identifier une évolution du catéchuménat ; elles ne suffisent pas encore à démontrer l'apparition d'un nouveau modèle stabilisé du catholicisme français. Elles indiquent en revanche que les catégories utilisées

jusqu'ici pour penser la sécularisation ne suffisent probablement plus à décrire seules l'ensemble des dynamiques observables.

LA MINORISATION NE SIGNIFIE PAS NÉCESSAIREMENT L'INVISIBILISATION

Cette recomposition peut avoir une conséquence politique apparemment paradoxale : une religion peut devenir démographiquement plus minoritaire tout en devenant ponctuellement plus visible dans l'espace public. La diminution du catholicisme culturel ne produit pas mécaniquement la disparition du catholicisme engagé. Elle peut même contribuer à rendre celui-ci plus identifiable. Lorsque l'appartenance cesse d'aller de soi, ceux qui choisissent de la manifester peuvent développer des formes plus explicites d'engagement. Le phénomène n'est d'ailleurs pas propre au catholicisme : la sécularisation et la pluralisation religieuse tendent à transformer les conditions dans lesquelles les appartenances sont affirmées dans l'espace public. Cette distinction entre poids social et intensité de mobilisation est essentielle. Une minorité organisée, dotée d'institutions, de médias, d'établissements éducatifs, d'associations et d'une capacité importante de mobilisation peut conserver une visibilité et une influence sans représenter démographiquement une majorité.

La visite pontificale constitue précisément un moment d'intensification exceptionnelle de cette visibilité. Pendant quatre jours, la représentation ordinaire d'un catholicisme minoritaire peut être temporairement remplacée par celle d'une institution capable de mobiliser des foules, d'accéder au sommet de l'État, de dialoguer avec une grande organisation internationale et de placer certaines de ses préoccupations au centre de l'agenda médiatique.

Ce décalage entre position démographique et capacité événementielle constitue l'un des phénomènes politiquement les plus intéressants de la visite.

QUI PEUT PARLER AU NOM DES CATHOLIQUES ?

La recomposition du catholicisme soulève dès lors une autre question : celle de sa représentation. Lorsque l'appartenance était plus largement héritée et socialement diffuse, la catégorie « catholiques français » pouvait donner l'illusion d'une relative homogénéité. À mesure que le groupe se réduit et que les formes d'engagement se différencient, cette catégorie devient plus difficile à manier. Qui représente le catholicisme français ? La

Conférence des évêques ? Les pratiquants réguliers ? Les personnes se déclarant catholiques dans les enquêtes ? Les mouvements de jeunesse ? Les nouveaux baptisés ? Les établissements catholiques ? Les intellectuels et médias confessionnels ? La question n'est pas purement sociologique. Elle est également politique, car la capacité à parler au nom d'un groupe constitue elle-même une ressource de pouvoir. La visite de Léon XIV donnera lieu à de nombreuses formulations de type « les catholiques attendent », « les jeunes catholiques veulent », « l'Église de France espère ». Chacune mérite d'être interrogée : qui parle ? À partir de quelle position ? Avec quelle capacité de représentation ? La multiplication des pôles identifiés précédemment suggère précisément que le catholicisme français contemporain ne constitue plus un espace suffisamment homogène pour qu'une interprétation unique de la visite puisse s'imposer spontanément.

LE PAPE COMME PRODUCTEUR D'UNITÉ SYMBOLIQUE

C'est ici que la fonction du pape acquiert une signification particulière. Plus une institution est différenciée intérieurement, plus la figure susceptible d'incarner symboliquement son unité devient importante. Léon XIV peut être simultanément investi par les catholiques missionnaires, sociaux, conservateurs, institutionnels ou diplomatiques parce que chacun peut sélectionner une dimension de sa parole. Mais cette plasticité ne constitue pas nécessairement une faiblesse. Elle peut devenir une ressource de gouvernement dès lors que le pape réussit à articuler ces différentes attentes sans être capté par l'une d'entre elles. La visite permettra donc d'observer non seulement les transformations sociologiques du catholicisme, mais les mécanismes par lesquels une institution très différenciée cherche encore à produire une représentation commune d'elle-même. Le pape fonctionne à cet égard comme un puissant « producteur d'unité symbolique » : pendant quelques jours, des catholicismes qui ne partagent pas toujours les mêmes priorités peuvent se reconnaître dans un même événement. La question sera de savoir combien de temps cette unité événementielle résistera à la compétition des interprétations.

« RECOMPOSITION » : LA CATÉGORIE LA PLUS PRUDENTE, MAIS AUSSI UN ENJEU STRATÉGIQUE

Entre déclin et réveil, le terme de recomposition apparaît donc comme la catégorie analytiquement la plus prudente. Il permet de tenir ensemble plusieurs phénomènes qui

seraient contradictoires dans une lecture trop linéaire : poursuite de la sécularisation et hausse du catéchuménat ; affaiblissement de la transmission familiale et apparition de démarches individuelles de conversion ; vieillissement de certaines communautés et rajeunissement de certaines populations engagées ; minorisation démographique et capacité persistante de mobilisation. Mais il faut également appliquer à cette notion la méthode utilisée pour les autres discours : « recomposition » est elle aussi un cadrage. Pour l'institution ecclésiale, elle présente un avantage évident. Elle permet de reconnaître le recul historique du catholicisme sans adopter le récit de sa disparition ; elle permet simultanément de valoriser les nouvelles dynamiques sans revendiquer prématurément une reconquête. Le vocabulaire institutionnel de 2026 témoigne d'ailleurs de cette tension : la CEF met fortement en avant l'accueil et l'accompagnement des catéchumènes, tout en poursuivant des chantiers lourds liés aux abus, à la gouvernance et à la synodalité. La visite de Léon XIV pourrait donc devenir un moment décisif dans la fixation du récit collectif. Si les images de jeunesse dominent, le thème du renouveau pourrait s'imposer. Si les controverses bioéthiques occupent l'espace médiatique, le catholicisme apparaîtra davantage comme une force de résistance anthropologique et culturelle. Si Léon XIV privilégie l'écoute, la diversité des réalités locales et la mission, le récit de la recomposition sera conforté. Si enfin la paix, l'Unesco et Metz dominant, la situation interne du catholicisme français pourrait devenir secondaire au profit de la dimension internationale du pontificat. La bataille sur le sens de la visite est donc également une bataille pour définir la situation historique du catholicisme français. Et cette bataille ne sera probablement pas tranchée par les statistiques seules. Elle le sera en partie par quelques discours, quelques mots et surtout quelques images capables de devenir les symboles de l'événement. C'est ce qui conduit à réfléchir sur les potentiels points de bascule médiatique de la visite. Fin de vie, jeunesse et catéchuménat, intelligence artificielle et éducation, Europe et paix, mais aussi une question liturgique : tous les thèmes n'ont ni la même probabilité d'émergence ni la même capacité à modifier la signification générale du voyage.

LES POINTS DE BASCULE : QUELS ENJEUX PEUVENT IMPOSER LA LECTURE DOMINANTE DE LA VISITE ?

Toutes les séquences d'un voyage pontifical ne disposent pas de la même capacité à structurer sa réception. Certains thèmes peuvent être très présents dans le programme sans parvenir à s'imposer dans l'espace médiatique ; inversement, une phrase prononcée à l'occasion d'une rencontre peut suffire à déplacer pendant plusieurs jours la signification attribuée à

l'ensemble du déplacement. La visite de Léon XIV doit donc être envisagée comme un événement dont le cadrage demeure **instable**. Plusieurs récits sont aujourd'hui disponibles, mais leur hiérarchie dépendra largement de ce que le pape dira, des réactions politiques suscitées par ses propos et des images retenues par les médias. Le matériau préparatoire permet d'identifier les cinq principaux points de bascule évoqués précédemment.

La fin de vie : le thème à plus fort potentiel de politisation. La fin de vie constitue probablement le sujet disposant de la plus forte capacité à modifier instantanément le cadrage national de la visite. La raison tient moins à la nouveauté de la position de l'Église catholique qu'à la rencontre entre trois temporalités : celle du débat politique français, celle de la mobilisation catholique autour de la dignité de la vie et celle de la venue du pape. Une intervention de Léon XIV devant les autorités françaises serait donc immédiatement soumise à un processus de « nationalisation » de la parole pontificale. Une réflexion plus générale sur la vulnérabilité ou la dignité humaine pourrait être extraite de son architecture intellectuelle pour être réinterprétée à partir de la controverse française. Le mécanisme médiatique est relativement prévisible : une phrase devient un titre ; le titre provoque des réactions politiques ; ces réactions deviennent à leur tour l'événement. Le contenu global du discours pontifical peut alors devenir secondaire par rapport à quelques mots investis par les acteurs de la controverse. C'est ce qui fait de la fin de vie le principal risque de captation thématique du voyage. Le matériau préparatoire identifie déjà cette possibilité : une intervention forte ferait potentiellement passer la visite, pendant vingt-quatre ou quarante-huit heures, du registre pastoral et diplomatique à celui d'une intervention pontificale dans le débat anthropologique français. Cette politisation n'est cependant pas inévitable. Tout dépendra de la manière dont Léon XIV articulera le sujet. S'il traite isolément de la législation française, la nationalisation du discours sera difficile à éviter. S'il inscrit la fin de vie dans un ensemble plus large comprenant maladie, handicap, vieillissement, soin, vulnérabilité et transformations technologiques, il pourra tenter d'imposer un autre cadrage : non celui d'une intervention dans une controverse législative, mais celui d'une réflexion sur l'anthropologie des sociétés contemporaines. La bataille de cadrage portera donc autant sur l'échelle du discours que sur son contenu.

Jeunes et catéchumènes : la bataille de l'image. Le deuxième point de bascule fonctionnera selon une logique différente. Là où la fin de vie possède une forte capacité de politisation par la parole, la jeunesse et le catéchuménat disposent d'une forte capacité de symbolisation par l'image. Le Stade de France en sera probablement le lieu principal. Les chiffres du catéchuménat fournissent déjà au discours institutionnel une base permettant d'évoquer une dynamique nouvelle. Mais l'événement pontifical peut transformer une série statistique en

représentation collective : une foule jeune, nombreuse, priante et culturellement diverse peut devenir l'image condensée d'une transformation du catholicisme français. Le risque analytique est celui de la métonymie : une partie devient l'image du tout. Le phénomène mérite d'autant plus d'attention que les acteurs ne chercheront pas nécessairement à produire le même récit. Le matériau préparatoire montre déjà l'écart entre une lecture missionnaire (à savoir : de nouveaux chemins d'évangélisation s'ouvrent) et une lecture plus identitaire ou civilisationnelle (le catholicisme français serait en train de revenir). La bataille se jouera probablement autour de quelques termes : « renouveau », « réveil », « retour », « génération Léon XIV », « nouvelle évangélisation », « jeunes catholiques ». Ces expressions devront être examinées avec attention car elles opèrent des changements d'échelle considérables. « **Des** jeunes deviennent catholiques » ne signifie pas « **les** jeunes deviennent catholiques ». Et une augmentation spectaculaire du nombre de baptêmes d'adultes ne signifie pas, à elle seule, que les grandes tendances de la sécularisation française se sont inversées. Le Stade de France pourrait ainsi devenir l'un des principaux lieux de confrontation entre le temps long de la sociologie et le temps court de l'événement médiatique.

Intelligence artificielle et éducation : un enjeu moins spectaculaire mais potentiellement structurant. L'intelligence artificielle et l'éducation occupent aujourd'hui une place moins centrale dans les anticipations médiatiques de la visite. Elles pourraient pourtant s'avérer importantes pour comprendre le positionnement intellectuel de Léon XIV. Le matériau de veille les identifie justement comme un thème potentiellement sous-estimé, notamment en raison de l'étape de l'Unesco. Il convient toutefois de conserver ici une distinction importante : il s'agit d'une hypothèse de veille, et non d'un thème dont le développement dans le discours pontifical peut être tenu pour acquis. Son intérêt réside dans sa capacité à faire converger plusieurs dimensions du voyage. L'intelligence artificielle touche à l'éducation et à la transmission, mais également au travail, à la liberté, à la production de connaissances, aux rapports de puissance entre États et entreprises, et à la définition de la responsabilité humaine. Elle constitue donc un espace où se rencontrent anthropologie, géopolitique et gouvernance mondiale. Pour le Saint-Siège, intervenir sur l'IA permet également d'occuper un espace différent de celui des controverses morales traditionnellement associées à l'Église catholique. Le Vatican peut chercher à se positionner non comme détenteur d'une solution technique, mais comme producteur d'un cadre éthique et anthropologique. L'étape de l'Unesco serait particulièrement adaptée à cette stratégie. Elle permettrait de poser la question non en termes confessionnels mais en termes universalistes : quelles normes doivent accompagner le développement technologique ? Que signifie maintenir l'humain au centre ?

Quelle responsabilité pour les institutions éducatives et internationales ? Si ce thème prenait de l'importance, il pourrait contribuer à élargir considérablement la perception française de Léon XIV. Le pape ne serait plus principalement interprété à travers la grille conservatrice *versus* progressiste ou à partir des seules controverses bioéthiques. Il apparaîtrait comme un acteur cherchant à intervenir dans la production des normes du monde technologique émergent.

Europe et paix : le cadrage géopolitique. Le quatrième point de bascule concerne l'Europe et la paix. Contrairement aux thèmes précédents, celui-ci est moins dépendant d'une déclaration imprévue : l'architecture même de l'étape de Metz lui donne une forte probabilité. Le matériau préparatoire considère d'ailleurs « paix + Europe » comme l'un des messages les plus assurés du déplacement. La question sera plutôt celle de son contenu. Une première lecture pourrait privilégier la référence aux racines chrétiennes de l'Europe. Elle inscrirait la visite dans une longue tradition de discours catholique sur l'identité européenne et sur le rôle du christianisme dans la formation du continent. Une deuxième lecture, politiquement plus intéressante, consisterait à mettre l'accent sur Schuman comme figure de la construction institutionnelle de la paix. Le déplacement serait significatif. La question ne serait plus seulement : « l'Europe doit-elle se souvenir de ses racines chrétiennes ? », mais : « l'Europe possède-t-elle encore les ressources politiques et institutionnelles qui lui ont permis de transformer des ennemis en partenaires ? » Dans un contexte de guerre sur le continent européen, de tensions transatlantiques et de fragilisation du multilatéralisme, cette interrogation donnerait à Metz une portée très supérieure à celle d'une simple commémoration historique. Elle permettrait surtout de préciser ce que pourrait être la diplomatie de la médiation évoquée précédemment. La paix ne relèverait pas uniquement de l'appel moral au cessez-le-feu ou à la négociation. Elle serait envisagée comme le produit d'un travail institutionnel de transformation des relations entre adversaires. Le message deviendrait alors particulièrement cohérent avec la figure de Léon XIV comme pape des médiations : la réconciliation n'est durable que lorsqu'elle s'incarne dans des institutions.

La liturgie : un faible enjeu national, un fort potentiel de polarisation interne. Le cinquième point de bascule possède une nature différente. La liturgie a peu de chances de structurer spontanément la couverture médiatique nationale du voyage. Pour une grande partie de la population française, les débats internes relatifs aux formes liturgiques demeurent éloignés des préoccupations quotidiennes. Dans certains espaces catholiques, en revanche, une seule phrase du pape pourrait produire une forte intensité interprétative. Le matériau étudié

montre pourquoi. Léon XIV a été reçu comme cherchant à maintenir les orientations conciliaires tout en utilisant un langage d'inclusion et d'apaisement à l'égard des fidèles attachés à la liturgie antérieure. Ce positionnement peut être lu à la fois comme affirmation de l'unité institutionnelle et comme volonté de diminuer le niveau de confrontation interne. La liturgie fonctionne donc comme un joker médiatique interne : faible probabilité d'occuper l'agenda général, mais capacité élevée de mobilisation dans certaines communautés et certains médias catholiques. Son intérêt analytique dépasse néanmoins la question rituelle. Elle fournit un test de la manière dont Léon XIV entend gouverner la pluralité catholique. Une éventuelle intervention permettrait de vérifier si la logique identifiée précédemment (*id est* : ne pas supprimer les différences, mais empêcher qu'elles deviennent des fractures institutionnelles) constitue effectivement une caractéristique de son gouvernement.

QUI GAGNERA LA BATAILLE DU SENS ?

Il serait finalement trompeur de chercher à prévoir quel thème « gagnera » comme si la visite devait produire une interprétation unique et définitive. Plusieurs récits peuvent coexister. Mais ils ne disposeront pas tous de la même puissance de diffusion. Trois niveaux doivent être distingués. Le premier est celui du **sens voulu** : ce que le Saint-Siège et les organisateurs cherchent à inscrire dans l'architecture du voyage. Le deuxième est celui du **sens proposé** : les interprétations produites par les évêques, mouvements, médias catholiques, responsables politiques et autres acteurs intéressés. Le troisième est celui du **sens reçu** : ce qui restera effectivement de la visite dans l'espace public. Ces trois niveaux peuvent coïncider. Ils peuvent également diverger fortement. Le Saint-Siège peut organiser un voyage autour de la dignité humaine et de la paix tandis que les médias retiennent principalement une phrase sur la fin de vie. La CEF peut présenter le Stade de France comme manifestation d'une dynamique missionnaire tandis que certains commentateurs y voient le retour d'un catholicisme identitaire. Metz peut être conçu comme réflexion sur les institutions de paix tandis que d'autres acteurs privilégient le récit des racines chrétiennes de l'Europe.

C'est précisément dans ces écarts que se situe la dimension politique de la communication. L'enjeu pour Léon XIV sera donc moins d'empêcher les appropriations (ce qui est impossible) que de parvenir à produire une architecture suffisamment cohérente pour que les différents moments du voyage puissent être reliés entre eux. Si tel est le cas, un fil rouge pourrait émerger : la question des médiations nécessaires à des sociétés fragmentées, à savoir les enjeux suivants : la transmission face à la rupture générationnelle ; l'éducation face aux transformations technologiques ; le soin face à la vulnérabilité ; l'accueil face aux migrations ;

la communion face aux divisions ecclésiales ; les institutions internationales face à la fragmentation géopolitique ; l'Europe face au retour de la guerre. Le voyage trouverait alors une cohérence qui dépasse largement les seules affaires catholiques françaises. Il resterait à comprendre ce que cette cohérence nous dit du pontificat lui-même.

CONCLUSION : DE LA BATAILLE DES CADRAGES À UNE DIPLOMATIE DE LA MÉDIATION ?

La visite de Léon XIV en France constitue un observatoire particulièrement révélateur des transformations contemporaines de l'autorité pontificale. Elle permet d'abord d'observer une compétition interne au catholicisme français : chaque acteur cherche moins à contester le pape qu'à sélectionner, dans une figure pontificale encore ouverte, les éléments susceptibles de donner du poids à ses propres priorités. La CEF privilégie mission, communion et discernement ; les dynamiques missionnaires mettent en avant jeunes et catéchumènes ; d'autres acteurs insistent sur la vie, l'anthropologie et la transmission ; les sensibilités sociales cherchent à inscrire dans la durée certaines priorités de François ; enfin, la figure du pape réconciliateur permet d'imaginer une autorité susceptible de maintenir ensemble des composantes catholiques fortement différenciées. Cette pluralité montre que le pape constitue lui-même une ressource symbolique disputée. Mais l'analyse ne peut s'arrêter à cette compétition. Léon XIV n'est pas seulement l'objet des cadrages produits par les acteurs français. Par son itinéraire et ses discours, il tentera lui aussi d'imposer une représentation des problèmes auxquels l'Église et les sociétés contemporaines doivent répondre.

C'est là que le voyage prend sa dimension géopolitique. On l'a dit, Paris, Saint-Denis, l'Unesco, Bakhita, Lourdes et Metz composent moins une géographie française qu'une géographie des responsabilités. Le pouvoir politique, la transmission, les normes internationales, les migrations, la vulnérabilité et la construction de la paix sont successivement placés au centre. La France conserve de ce point de vue une fonction particulière pour la papauté. Son importance ne tient plus principalement à son poids dans la démographie catholique mondiale. Elle tient à sa capacité à concentrer certaines des tensions caractéristiques des sociétés occidentales : sécularisation et recherche de sens, héritage religieux et pluralisme, autonomie individuelle et vulnérabilité, innovations technologiques et interrogation anthropologique, souveraineté nationale et construction européenne.

Léon XIV ne viendrait donc pas seulement parler à la France. Il pourrait utiliser la France pour parler du monde. Cette hypothèse permet enfin de préciser, avec la prudence nécessaire à ce

stade du pontificat, une évolution possible de la diplomatie pontificale. François avait donné une visibilité exceptionnelle aux fractures de la mondialisation : migrants, frontières, périphéries, exclusions, victimes des guerres et de l'économie globale. Léon XIV ne semble pas abandonner cette géographie des vulnérabilités. Mais les premières orientations de son pontificat et l'architecture du déplacement français permettent de formuler une hypothèse complémentaire : le passage progressif d'une géographie des fractures à une géographie des médiations. La question ne serait plus seulement : où le monde est-il blessé ? Elle deviendrait aussi : quelles institutions sont encore capables de réparer les liens ? Une Église capable de transmettre entre générations ; une école permettant de préserver l'autonomie humaine face aux technologies ; des institutions capables de protéger les vulnérables ; un dialogue religieux empêchant les identités de devenir des frontières ; une Europe transformant la mémoire des guerres en coopération ; une diplomatie permettant aux adversaires de continuer à se parler.

Cette orientation, si elle se confirme, pourrait constituer l'une des caractéristiques politiques du pontificat de Léon XIV. Elle correspondrait aussi à une conception particulière de la puissance du Saint-Siège. Une puissance qui ne repose pas sur la capacité de contraindre, mais sur celle de mettre en relation des mondes qui ne se parlent plus. La visite française permettra précisément d'en tester la portée.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.